



Madame la Directrice générale,

Vous venez aujourd'hui dans notre beau département de l'Aisne.

Un département bien singulier à beaucoup d'égards, et pas toujours des plus flatteurs.

Pourtant, notre territoire a vu naître quelques-uns des grands esprits de ce pays : Jean de La Fontaine, Jean Racine, Camille Desmoulins, Alexandre Dumas, Camille Claudel ou encore Condorcet, pour ne citer qu'eux.

Mais la fin du XX^e siècle a vu notre département dépérir. Son histoire, pourtant belle et prestigieuse, a progressivement laissé place aux fermetures d'usines, à la progression du chômage, à la paupérisation de sa population et à toutes les conséquences sociales qui en découlent.

Notre département ne brille plus aujourd'hui des Lumières du passé, ni des discours enflammés des révolutionnaires qu'il a vus naître ou qu'il a adoptés.

L'Aisne cumule désormais plusieurs des indicateurs sociaux les plus défavorables de France métropolitaine. Près d'un habitant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. Le département figure historiquement parmi les territoires les plus touchés de France par l'illettrisme et 16 % des jeunes Axonais présentent des difficultés de lecture, contre 10 % en France métropolitaine. Dans les territoires ruraux du nord du département, en Thiérache, le taux d'illectronisme atteint 23 % (soit près d'un habitant sur quatre), ce qui en fait l'un des territoires les plus sinistrés de la région en raison de l'éloignement géographique combiné à des facteurs sociaux.

Face à ces réalités, l'exécutif de ce pays et la Direction générale des Finances publiques ont pourtant estimé, il y a seulement quelques années, que la meilleure des réponses était le tout-numérique, la fermeture des

centres des Finances publiques de proximité et leur regroupement sur seulement quelques sites.

Au-delà de la violence de cette restructuration pour ses agents, la DGFIP a ainsi fait le choix d'éloigner davantage encore le service public des populations les plus fragiles, amplifiant le sentiment d'abandon d'une partie des habitants des territoires ruraux et de notre département.

Ce choix de la Direction générale, porté par des considérations de rationalisation et d'économies et réalisé au mépris des besoins réels des populations, n'est pas sans conséquence.

Madame la Directrice générale, vos prédécesseurs comme vous-même portez une responsabilité dans la casse du lien social sur une grande partie de notre territoire.

L'affaiblissement de l'État et de ses services, les suppressions permanentes d'emplois, la réduction de l'accueil physique et la baisse constante des moyens nourrissent la défiance et le ressentiment envers l'État.

Et le ressentiment finit par devenir colère.

La colère, Madame la Directrice générale, est fédératrice. Mais rarement pour le meilleur.

Vous voici ainsi sur une terre où quatre députés sur cinq appartiennent aujourd'hui à l'extrême droite. Si cette réalité semble moins en émouvoir certains que par le passé, l'organisation syndicale à laquelle j'appartiens, elle, se souvient de l'Histoire.

Alors, sans doute êtes-vous venue nous vanter les mérites de la facturation électronique. Probablement allez-vous souligner la force d'une administration capable d'adaptation et d'innovation permanentes.

Et nous ne dirons pas le contraire.

Cette capacité d'adaptation est précisément l'illustration du sens du service public et du devoir qui anime chacun des agents de notre DGFIP.

Si ministres, directeurs et directrices s'enorgueillissent de ces réussites, nous savons, nous, qu'elles sont avant tout le résultat de l'investissement quotidien des agents qui font vivre la DGFIP.

Et pourtant, rien ne leur est épargné.

Chaque année qui passe, ce sont des moyens qui diminuent, des services qui ferment et des emplois que l'on supprime.

Chaque année, on demande aux agents de faire davantage avec moins.

Et chaque année, leur pouvoir d'achat s'érode. Le point d'indice, lui, semble avoir acquis une capacité de résistance au réchauffement climatique que les calottes glaciaires lui envient.

La DGFIP est aujourd'hui une administration qui, localement, manque cruellement d'attractivité.

Et pour cause : rémunérations en berne, management parfois toxique, recours croissant aux contractuels, fiches de postes peu attractives, multiplication des postes au choix et des postes à profil qui peuvent mettre des cadres en difficulté lorsqu'on leur confie des fonctions pour lesquelles ils n'ont pas été suffisamment préparés.

À cela s'ajoute un sentiment d'arbitraire dans certaines décisions d'affectation. La règle de l'ancienneté avait certainement ses imperfections, mais elle avait au moins deux qualités essentielles : elle était simple et transparente. Elle limitait ainsi les soupçons de favoritisme ou de copinage qui peuvent aujourd'hui accompagner certaines décisions.

Plus largement, notre administration, comme l'ensemble de la fonction publique d'État, s'éloigne chaque jour un peu plus de ce qui a longtemps fait sa force : un statut du fonctionnaire protecteur, attractif et sécurisant, garantissant également son indépendance et sa neutralité. Localement, deux de nos collègues ont dû renoncer à des concours et examens professionnels d'inspecteur alors que nous sommes en déficit de cadre A.

Au nom d'une vision libérale et dogmatique de l'action publique, les gouvernements successifs ont pris soin de détricoter progressivement ce qui faisait la solidité de notre administration.

Aujourd'hui, nous en payons le prix.

La Direction générale fait désormais les gros titres à la suite d'une fuite majeure de données, donnant de notre administration une image d'amateurisme bien éloignée de l'exigence que l'on impose quotidiennement à ses agents.

À ce propos, la CGT ne peut que s'étonner.

Ces derniers mois, une vague de contrôles en matière de déontologie des agents a conduit à de nombreux entretiens et, dans certains cas, à des sanctions.

Nous constatons donc avec une certaine amertume que l'exigence de responsabilité semble beaucoup plus immédiate lorsqu'elle s'exerce à l'égard des agents.

Car lorsqu'une fuite de données d'une telle ampleur survient, médiatiquement désastreuse pour notre administration et révélatrice d'un manquement majeur dans la sécurisation des informations qui nous sont confiées, nous cherchons encore les conséquences qu'elle a pu avoir au sommet de notre Direction générale.

Madame la Directrice générale,

Nous savons que vous n'êtes pas venue ici pour nous annoncer le renforcement massif de nos services, la fin des suppressions d'emplois ou la revalorisation des traitements.

Nous ne sommes pas naïfs.

Mais nous savons également que vous n'aurez sans doute pas la volonté de nous dévoiler aujourd'hui ce que sera votre prochain NRP.

Nous avons bien entendu, dans nos instances, les cadres de notre direction locale nous affirmer qu'un tel plan n'existe pas et que nos inquiétudes sont infondées.

Permettez-nous d'avoir appris la prudence.

Les restructurations passées nous ont enseigné ce que valent parfois les démentis qui précèdent les annonces.

Nous savons également quelle loyauté la Direction générale exige de ses directeurs locaux. Nous prenons donc acte de cette loyauté lorsqu'ils appliquent les orientations et portent les éléments de langage qui leur sont transmis.

Alors, si vous n'avez pas l'intention de nous révéler vos véritables projets pour notre réseau ; si votre visite n'a d'autre objet que de communiquer sur la facturation électronique ou de célébrer les mérites des maisons France Services, inaugurer un bâtiment que l'on videra de ses agents, permettez-nous de vous dire que nous n'avons pas besoin de votre visite pour cela.

Soyez assurée que nos collègues savent ce qu'ils ont à faire.

Ils l'ont démontré suffisamment de fois.

Donnez-leur les moyens à la hauteur des enjeux et ils sauront, une nouvelle fois, répondre présents.

Madame la Directrice générale,

En conclusion, il ne nous reste peut-être qu'à rêver. Heureusement, cela nous est encore permis.

Rêver que votre visite dans l'Aisne vous permette de regarder réellement notre territoire et sa population.

Rêver que de cette prise de conscience naissent le courage et la volonté de porter, y compris auprès de ceux qui vous ont nommée, les besoins que traduisent ces réalités locales.

Rêver que ce courage puisse contribuer à un changement de cap et de politique.

Mais il existe une autre possibilité, sans doute plus certaine.

Celle que vous repartiez à Bercy comme vous êtes venue, pour poursuivre une politique de recul du service public que nos collègues et nous-mêmes nous efforçons, chaque jour, de maintenir debout.

Ce service public, nous le défendons.

Nos collègues le font vivre.

Et malgré les restructurations, malgré les suppressions d'emplois, malgré le manque de reconnaissance et malgré les décisions prises loin de nos territoires, ils continuent à le servir avec professionnalisme, avec conviction et, pour beaucoup d'entre eux, avec passion.

Car nous refusons de le regarder disparaître.

La CGT Finances publiques de l'Aisne